

33608 PESSAC CEDEX
501 418 495 RCS BORDEAUX

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 27 MARS 2008**

L'an deux mille huit et le vingt sept mars, à douze heures, le Conseil d'administration s'est réuni au siège social sur convocation de son Président.

Sont présents :

- Monsieur Patrice PICHET,
- Madame Diane PICHET,
- Monsieur Benoit PICHET,
- Monsieur Pierre Alain SIMON,
- Monsieur Patrick BONNEMORE,

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Patrice PICHET, actionnaire ayant le plus grand nombre d'actions.

Le Président constate que tous les administrateurs sont présents et qu'ainsi le conseil d'administration peut valablement délibérer.

Puis le Président rappelle que le Conseil est appelé à délibérer sur les questions suivantes figurant à l'ordre du jour :

- Choix du mode d'exercice de la Direction Générale de la société
- Nomination d'un Directeur Général Délégué
- Questions diverses

Le Président rappelle aux administrateurs que la collectivité des associés réunie en assemblée générale extraordinaire réunie ce jour a procédé à une modification de la forme sociale de la société, désormais placée sous le statut des sociétés anonymes.

Le présent conseil d'administration est réuni afin de définir, conformément aux dispositions de l'article L 225-51-1 du Code de commerce, les modalités d'exercice de la direction générale de la société sous sa nouvelle forme.

Le Président indique que conformément à cet article et à l'article 21 des statuts, il appartient au Conseil d'administration de choisir entre les deux modalités d'exercice de la direction générale prévues par la loi, savoir soit le cumul des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général, soit la dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général.

Puis, il offre la parole aux administrateurs.

PREMIERE RESOLUTION

Après en avoir délibéré et conformément à l'article 21 des statuts, le Conseil d'administration décide à l'unanimité d'opter pour le cumul des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général.

En conséquence, le conseil d'administration désigne en qualité de Président du Conseil d'administration et Directeur Général de la société:

-Monsieur Patrice **PICHET**, né le 9 novembre 1959 à Bordeaux et demeurant à LEGE CAP FERRET (33950) 26 boulevard de la Plage

Conformément aux dispositions de l'article 21 des statuts, Monsieur Patrice PICHET assumera les fonctions de Directeur Général pour une durée de 6 ans.

Monsieur Patrice PICHET a déclaré accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées et satisfaire aux conditions légales concernant le cumul du nombre de mandats d'administrateur, de Directeur Général, de membre du Directoire et de Directeur Général unique de sociétés anonymes.

Sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration, et dans la limite de l'objet social, le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

Sa rémunération sera fixée par un conseil d'administration ultérieur.

Cette résolution est adoptée a l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Sur la proposition de Monsieur Patrice PICHET, Directeur Général, le Conseil d'administration décide à l'unanimité, en application de l'article L 225-53 du Code de commerce, de nommer comme Directeur Général Délégué :

-Monsieur Benoit **PICHET**, né le 16 juin 1974 à TALENCE et demeurant avenue de la Marne à LEGE CAP FERRET (33950).

Le Conseil d'administration décide à l'unanimité que Monsieur Benoit PICHET, représente la société à l'égard des tiers et, à ce titre, est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et des pouvoirs conférés aux associés par les présents statuts.

Sa rémunération sera fixée par un conseil d'administration ultérieur.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

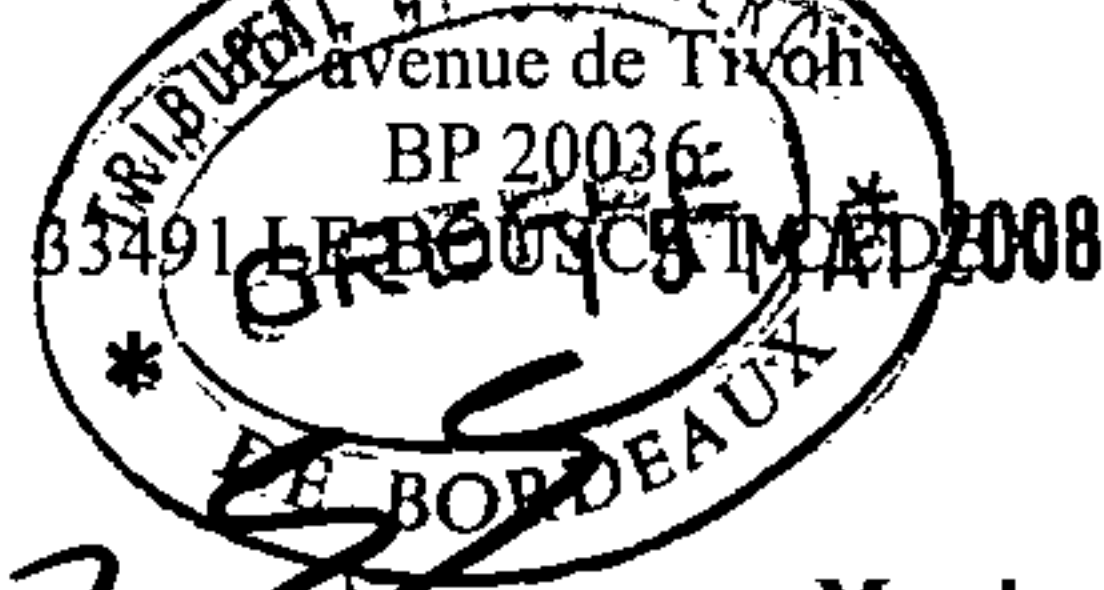
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et un autre administrateur.

Le Président

Un administrateur

Cabinet CASSUS et Associés



Cabinet SAGASPE et Associés
Immeuble SARIAC
15 avenue des Mondaults
33270 FLOIRAC

Commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Bordeaux

SAS FINANCIERE PATRICE PICHET

20-24 avenue de Canteranne
33608 PESSAC CEDEX

**RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION
ET DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA
TRANSFORMATION DE LA SOCIETE PAR ACTIONS
SIMPLIFIEE EN SOCIETE ANONYME**

Assemblée Générale Extraordinaire du 27 mars 2008

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission de Commissaires à la Transformation qui nous a été confiée, en application des dispositions de l'article L. 224-3 du Code de Commerce, par décision unanime des actionnaires en date du 7 mars 2008 et en notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société et en application de l'article L. 225-244 du même Code, nous avons établi le présent rapport afin :

- d'attester que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social ;
- de vous faire connaître notre appréciation sur la valeur des biens composant l'actif social et sur les avantages particuliers consentis à des associés.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à contrôler les éléments constitutifs du patrimoine de la société en terme d'existence, d'appartenance et d'évaluation, et à vérifier que le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social. Cette vérification a notamment consisté à apprécier l'incidence éventuelle sur la valeur comptable des éléments entrant dans la détermination des capitaux propres, des événements survenus après la création de la société.

Il est rappelé que la société a été constituée sous forme de société par actions simplifiée le 10 décembre 2007, suite à l'apport de titres effectué par Madame Diane PICHET et Monsieur Patrice PICHET et leurs enfants, et Monsieur Benoît PICHET, de la pleine propriété des 21 050 actions qui composent le capital de la Société GROUPE PATRICE PICHET (R.C.S. Bordeaux 415 235 514).

Ces apports ont été valorisés à la somme de cinq cent millions six cent cinquante euros (500 000 650 €) ; aux termes du rapport en date du 4 décembre 2007 de Monsieur Bernard LALANDE, Commissaire aux Apports désigné par Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Bordeaux concluant que « la valeur des apports s'élevant à 500 000 650 € n'est pas surévaluée ».

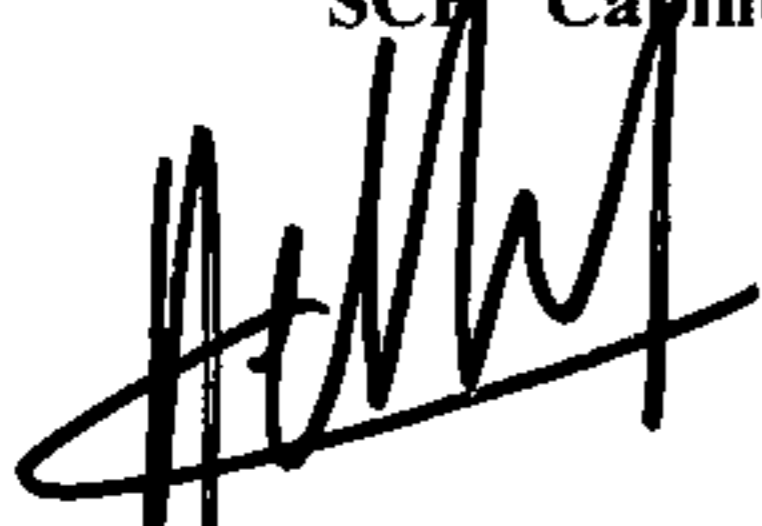
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur des biens composant l'actif social tels que décrits ci-avant.

Sur la base de nos travaux, nous attestons que le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social.

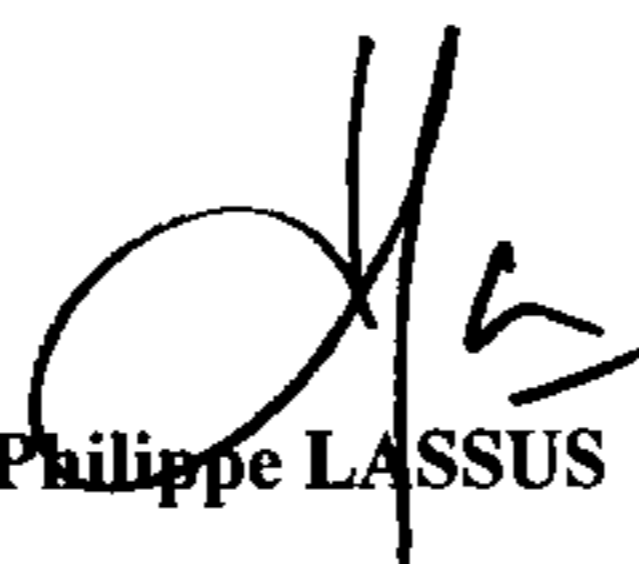
Il n'est pas stipulé d'avantages particuliers dans le projet de statuts qui nous a été communiqué.

Fait au Bouscat et à Floirac,
Le 12 mars 2008

SCP "Cabinet LASSUS et Associés"



Michel DELBAST



Philippe LASSUS

Cabinet SAGASPE et Associés

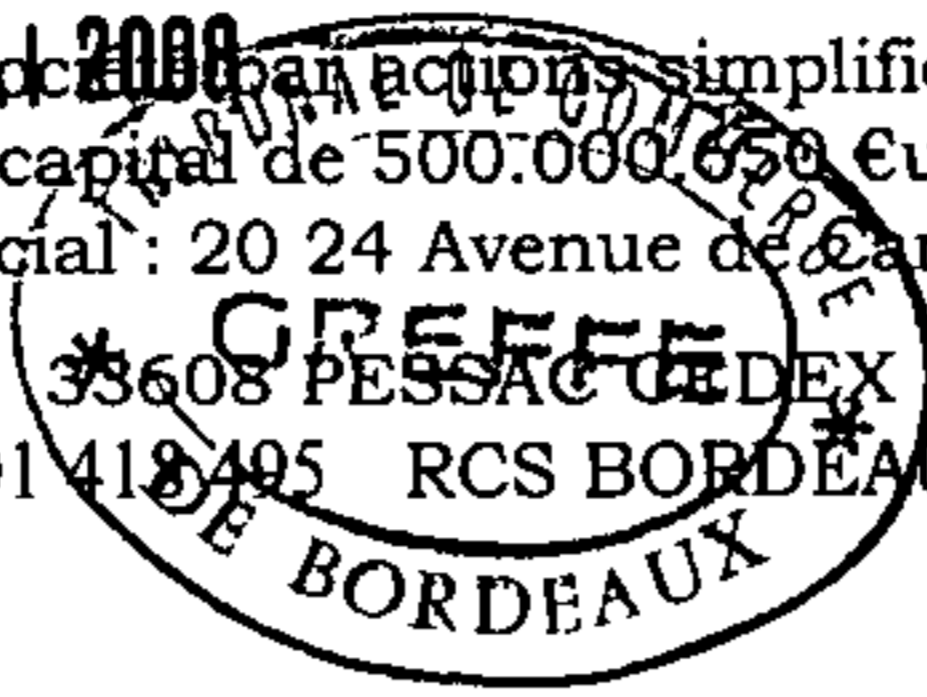


Christian SAGASPE

7255

FINANCIERE PATRICE PICHET

15 MAI 2008
Société par actions simplifiée
au capital de 500.000.650 Euros
Siège social : 20 24 Avenue de Canteranne
33608 PESSAC CEDEX
501 418 495 RCS BORDEAUX



[Signature]
Françoise GOUDENECHÉ

Enregistré à : P.O.I.R. ENREGISTREMENT S.I.F. BORDEAUX CENTRE
Le 03/04/2008 Bordeaux n°2008/684 Case n°18
Frais de formalités : 125 €
Total liquidé : cent vingt-cinq euros
Montant reçu : cent vingt-cinq euros
1: Agent
Fax: 4755

**PROCES-VERBAL D'UNE ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
D'ACTIONNAIRES DU 27 MARS 2008**

L'an deux mille huit et le vingt sept mars, à onze heures trente,

Les actionnaires de la société FINANCIERE PATRICE PICHET, société par actions simplifiée au capital de 500.000.650 Euros dont le siège social est à Pessac, 20 Canteranne, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux numéro 501 418 495, se sont réunis à PESSAC au siège social de ladite convocation qui leur a été adressée individuellement le 11 mars 2008.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été signée, à leur entrée, par les actionnaires présents ainsi que par les représentants et les mandataires des actionnaires non présents.

L'assemblée est présidée par monsieur Patrice PICHET, Président de la société.

Le Président communique à l'assemblée la feuille de présence dont il résulte que tous les actionnaires, représentant 21050 actions composant l'intégralité du capital social, sont présents ou régulièrement représentés.

Les commissaires aux comptes, le Cabinet Lassus et Associés et le Cabinet Sagaspe et associés, régulièrement convoqués, sont absents et excusés.

Le Président déclare que l'assemblée est valablement constituée ; elle peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau par le Président :

- la copie de la lettre de convocation adressée sous la forme recommandée au commissaire aux comptes avec le récépissé postal ;
- la copie de la lettre de convocation adressée sous la forme recommandée adressée à chaque actionnaire avec le récépissé postal ;
- les statuts de la société sous sa forme actuelle ;
- la feuille de présence ;
- le rapport du Président ;
- le rapport des commissaires aux comptes établis conformément aux dispositions des articles L 225-244 et L 224-3 du code de commerce ;
- le texte des résolutions soumises au vote de l'assemblée ;
- le projet de statuts de la société sous sa nouvelle forme ;

Puis le Président déclare que le rapport du Président, le texte des résolutions proposées, ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'assemblée est réunie pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- lecture du rapport du Président,
- lecture du rapport des commissaires aux comptes établi conformément aux dispositions des articles L 225-244 et L 224-3 du code de commerce,
- approbation du rapport des commissaires aux comptes sur l'évaluation des biens composant l'actif social et des avantages particuliers éventuels,
- transformation de la société en société anonyme,
- adoption des statuts de la société sous sa nouvelle forme,
- nomination des membres du conseil d'administration,
- confirmation de la poursuite des mandats des commissaires aux comptes titulaires et suppléants,
- questions diverses,
- pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Puis lecture est donnée du rapport du Président et du Rapport des Commissaires aux Comptes.

La discussion est ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le Président ouvre le scrutin sur les résolutions figurant à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des associés après avoir entendu la lecture du rapport des commissaires aux comptes sur l'évaluation des biens composant l'actif social et les avantages particuliers, conformément aux dispositions de l'article L 224-3 du code de commerce, approuve expressément cette évaluation et constate qu'aucun avantage particulier n'a été consenti au profit d'associés ou de tiers.

La collectivité des associés prend acte de ce que le rapport atteste que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et après avoir constaté que les conditions légales étaient réunies, décide de transformer la Société en Société anonyme à Conseil d'administration à compter de ce jour.

Sous sa forme nouvelle, la Société sera régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur concernant les sociétés anonymes et par les nouveaux statuts ci-après établis.

Cette transformation effectuée dans les conditions réunies par la Loi n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle.

La dénomination de la Société, son objet, sa durée et son siège social restent inchangés.

Le capital demeure divisé en 21.050 actions de 23.753 euros chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées, qui demeureront réparties sans modification entre les propriétaires actuels des actions.

Enfin, la fonction de Président exercée par Monsieur Patrice PICHET et de Directeur Général exercée par Monsieur Benoit PICHET prennent fin ce jour et la Société sera désormais gérée et administrée par un Conseil d'administration.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence de la décision de transformation de la Société en Société anonyme à Conseil d'administration adoptée sous la résolution précédente, la collectivité des associés adopte article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts régissant la Société sous sa nouvelle forme.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

La collectivité des associés nomme en qualité de premiers administrateurs de la Société sous sa forme anonyme, pour une durée de six années venant à expiration à l'issue de l'assemblée tenue dans l'année 2014 qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013 :

- Monsieur Patrice PICHET, né le 9 novembre 1959 à Bordeaux, demeurant à LEGE CAP FERRET (33950) 26 boulevard de la Plage
- Madame Diane PICHET, née le 9 mai 1965 à Tours, demeurant à LEGE CAP FERRET (33950) 26 boulevard de la Plage
- Monsieur Benoit PICHET, né le 16 juin 1974 à Talence, demeurant à LEGE CAP FERRET (33950) avenue de la Marne
- Monsieur Pierre Alain SIMON, né le 21 juin 1947 à ANGOULEME, demeurant à BORDEAUX (33 200) 22 rue Bellus Mareilhac,
- Monsieur Patrick BONNEMORE, né le 23 mai 1956 à Mont de Marsan, demeurant à SAINT MEDARD D'EYRANS (33650) 18 rue Bernard Buffet,

Chacun des administrateurs ainsi nommé a fait savoir par avance qu'il acceptait les fonctions qui lui sont confiées et a déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la Loi et les règlements pour lesdites fonctions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

La collectivité des associés confirme dans leurs fonctions de commissaires aux comptes titulaires:

- le Cabinet LASSUS et Associés, 82 avenue de Tivoli à LE BOUSCAT (33110) avec pour suppléant Madame Isabelle FABRE 44 avenue Leclerc à PESSAC (33)
- le Cabinet SAGASPE & Associés, immeuble Sariac 15 avenue des Mondaults à FLOIRAC (33270) avec pour suppléant Monsieur Bruno CORROY, immeuble Sariac 15 avenue des Mondaults 33 270 FLOIRAC

Leurs mandats se poursuivent jusqu'au terme de leurs mandats, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2012.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RÉSOLUTION

La collectivité des associés décide que la durée de l'exercice en cours qui sera clos le 31 décembre 2008 n'a pas à être modifiée du fait de la transformation de la Société en société anonyme.

Les comptes de l'exercice seront établis par le Conseil d'administration de la Société sous sa forme anonyme.

Ils seront présentés à l'assemblée générale par le Conseil d'administration.

Le rapport de gestion et les comptes dudit exercice seront établis par le Conseil d'administration.

Ce rapport et ceux du Commissaire aux comptes seront communiqués aux actionnaires dans les conditions fixées par les nouveaux statuts et les textes régissant les sociétés anonymes.

Les actionnaires statueront sur ces comptes conformément aux règles édictées par les nouveaux statuts et les dispositions du Livre deuxième du Code de commerce applicables aux sociétés anonymes.

Les bénéfices de l'exercice en cours seront affectés et répartis entre les actionnaires suivant les dispositions statutaires de la société sous sa nouvelle forme.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RÉSOLUTION

Comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, la collectivité des associés constate la réalisation définitive de la transformation de la Société en Société anonyme.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RÉSOLUTION

La collectivité des associés donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

De ce que dessus, il a été établi le présent procès verbal signé par le Président conformément aux dispositions statutaires.

**Patrice FICHET,
Président**

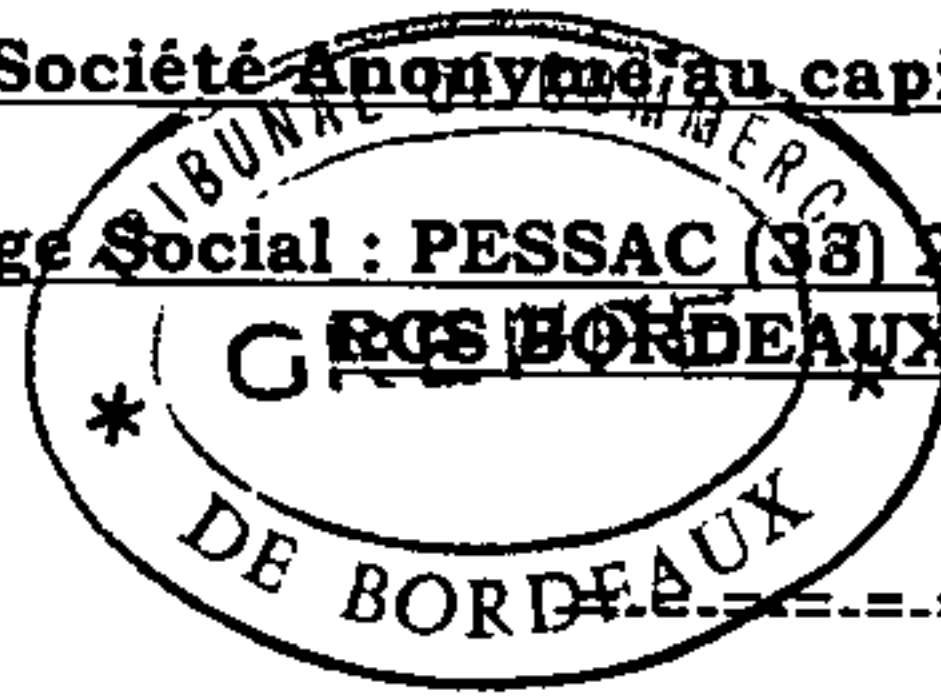


15 MAI 2008 "FINANCIERE PATRICE PICHET"

Société Anonyme au capital de 500.000.650 Euros

Siège Social : PESSAC (33) 20 24 avenue de Canteranne

GRS BORDEAUX N° 501 418 495



Handwritten signature: A 255

STATUTS

Les soussignés :

- Monsieur **Patrice PICHET** et son épouse Madame **Diane Marie MAILLARD de LA MORANDAIS**

nés, savoir : l'époux le 9 novembre 1959 à Bordeaux (33) et l'épouse le 9 mai 1965 à Tours (37),

unis sous le régime de la séparation de biens,

demeurant ensemble 26 boulevard de la Plage - 33950 LEGE CAP FERRET

intervenant aux présentes tant en leur nom personnel qu'au nom et pour le compte de leurs enfants mineurs avec lesquels ils demeurent, savoir :

- o Corentin PICHET, né le 30 juin 1993 à Bordeaux
- o Aymeric PICHET, né le 30 mars 1996 à Bordeaux
- o Gauthier PICHET, né le 10 novembre 1997 à Bordeaux
- o Thomas PICHET, né le 30 décembre 1998 à Bordeaux

- Monsieur **Benoît PICHET**

né le 16 juin 1974 à Talence (33),

célibataire non lié par un pacte civil de solidarité,

demeurant avenue de la Marne - 33950 LEGE CAP FERRET

Ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts d'une Société Anonyme qu'ils sont convenus de constituer :

TITRE I

FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE - DUREE - ANNEE SOCIALE

ARTICLE 1er - FORME

La société a été constituée sous la forme de société par action simplifiée par acte sous seing privé à PESSAC, le 7 décembre 2007.

Handwritten mark: 80

Elle a été transformée en société anonyme suivant la décision des associés lors de l'assemblée générale extraordinaire du 27 mars 2008.

La société continue d'exister entre les propriétaires des titres existants et ceux qui seraient créés ultérieurement. Elle est régie par les Lois et Règlements en vigueur notamment par le livre deuxième titre II du code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination sociale reste : **FINANCIERE PATRICE PICHET**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société Anonyme" ou des initiales "S.A." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La Société continue d'avoir pour objet :

- l'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières, prises de participation ou d'intérêt dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières, françaises ou étrangères ;

- toutes prestations de services d'assistance, de conseil, de contrôle et de management tant au profit des filiales de la société que de toutes entreprises ;

- tout acte de gestion et de disposition du patrimoine social, tout investissement et tout placement à caractère professionnel, financier ou autre, tel que, notamment, la création, la location, l'achat, la vente, l'échange, la location-gérance de tous établissements, fonds de commerce ou d'industrie, immeubles, droits sociaux, droits mobiliers ou immobiliers et droits dans tous groupements ou associations ;

- et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en faciliter le développement.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL - SUCCURSALES

Le siège de la Société demeure fixé à PESSAC (33) 20 24 avenue de Canteranne.

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou un département limitrophe par une simple décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée ordinaire et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

Le conseil d'administration a la faculté de créer des agences, usines et succursales partout où il le jugera utile.

—
88

ARTICLE 5 - DUREE DE LA SOCIETE - ANNEE SOCIALE

1 - La durée de la société est de QUATRE VINGT DIX NEUF (99) années à compter du 13 décembre 2007 sauf prorogation ou dissolution anticipée.

2 - L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

TITRE II**CAPITAL - ACTIONS****ARTICLE 6 - APPORTS**

Lors de la constitution de la Société, il a été procédé uniquement à des apports en nature consistant en la pleine propriété des 21.050 actions qui composent le capital de la société GROUPE PATRICE PICHET (415 235 514 RCS Bordeaux), globalement évaluées à 500.000.650 €uros, dont les conditions et modalités ont été définies aux termes d'un contrat d'apport annexé aux statuts d'origine.

En rémunération de ces apports, il a été créé 21050 actions de 23.753 €uros chacune, intégralement attribuées aux apporteurs en proportion de leurs droits, savoir :

- à Monsieur Patrice PICHET, en rémunération d'un apport évalué à 449.834.314 €uros, 18.938 actions
- à Madame Diane Marie PICHET, en rémunération d'un apport évalué à 71.259 €uros, 3 actions
- à Monsieur Corentin PICHET, en rémunération d'un apport évalué à 23.753 €uros, 1 action
- à Monsieur Aymeric PICHET, en rémunération d'un apport évalué à 23.753 €uros, 1 action
- à Monsieur Gauthier PICHET, en rémunération d'un apport évalué à 23.753 €uros, 1 action
- à Monsieur Thomas PICHET, en rémunération d'un apport évalué à 23.753 €uros, 1 action
- à Monsieur Benoît PICHET, en rémunération d'un apport évalué à 50.000.065 €uros, 2.105 actions

ARTICLE 7 - AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes actionnaires ou non.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Le capital social est fixé à la somme de 500.000.650 €uros de 23.753 €uros chacune, entièrement libérées et de même catégorie.

—
98

ARTICLE 9 - AUGMENTATION DU CAPITAL

1 - Le capital social est augmenté, soit par émission d'actions nouvelles avec ou sans prime d'émission, soit par majoration du montant nominal des actions existantes.

Il peut être créé des actions de préférence jouissant d'avantages par rapport à toutes autres actions prévues ou non par la loi.

2 - L'augmentation du capital est décidée par l'assemblée générale extraordinaire, sur le rapport du conseil à qui elle peut déléguer les pouvoirs nécessaires à l'effet de la réaliser et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, l'assemblée générale extraordinaire statue aux conditions de quorum et de majorité ordinaires prévues à l'article 43.

3 - Dans toute augmentation du capital par émission d'actions de numéraire, les actionnaires ont, de par la loi, un droit préférentiel de souscription, à titre irréductible, négociable ou cessible dans les mêmes conditions que l'action elle-même.

Dans la mesure où elles représentent moins de 3 % de l'augmentation de capital, les actions non souscrites à titre irréductible sont réparties par le conseil d'administration, sauf décision contraire de l'assemblée générale extraordinaire.

Dans le cas contraire, la souscription est ouverte au public.

Si l'assemblée générale l'a décidé expressément, les actions non souscrites à titre irréductible pourront être souscrites à titre réductible.

Le conseil d'administration disposera de la faculté de répartir les actions si les souscripteurs, à quelque titre que ce soit, n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital et si l'assemblée générale n'en a pas disposé autrement.

Le conseil d'administration peut, de plus, décider de limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous la double condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation décidée et que cette faculté ait été expressément prévue lors de l'émission.

4. L'assemblée générale peut déléguer au Conseil d'administration le pouvoir de réaliser les augmentations qu'elle aura décidé, pour une durée qui ne peut excéder 5 ans dans la limite du plafond qu'elle fixera.

Dans la limite de la délégation donnée par l'assemblée générale, le Conseil d'administration dispose des pouvoirs nécessaires pour fixer les conditions d'émission, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent et procéder à la modification corrélative des statuts. Il peut être décidé de limiter une augmentation de capital à souscrire en numéraire au montant des souscriptions recueillies, dans les conditions prévues par la loi.

—
00

5 - Lorsque la propriété des actions est démembrée, dans le silence de la convention des parties, le droit préférentiel de souscription ainsi que le droit d'attribution appartiennent au nu-propiétaire.

Les actions nouvelles appartiennent au nu-propiétaire pour la nue-propiété et à l'usufruitier pour l'usufruit. Toutefois, en cas de versement de fonds effectué par le nu-propiétaire ou l'usufruitier pour réaliser ou parfaire une souscription ou pour parfaire une attribution, les actions nouvelles n'appartiennent au nu-propiétaire et à l'usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution ; le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à celui qui a versé les fonds.

6 - Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus", les droits de souscription et d'attribution étant négociables ou cessibles.

ARTICLE 10 - AMORTISSEMENT ET REDUCTION DU CAPITAL

1 - Le capital peut être amorti par une décision de l'assemblée générale extraordinaire, au moyen du bénéfice distribuable.

2 - La réduction du capital, pour quelque cause que ce soit, est autorisée ou décidée par l'assemblée qui en fixe les modalités et qui peut déléguer tous pouvoirs pour la réaliser au conseil qui procède à la modification des statuts.

ARTICLE 11 - LIBERATION DES ACTIONS - SANCTIONS

1) - Les actions d'apport et celles provenant de l'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes d'émission, sont intégralement libérées dès leur émission.

2) - Toute souscription d'actions de numéraire lors d'une augmentation du capital est obligatoirement accompagnée du versement du quart au moins du nominal des actions souscrites et, éventuellement, de l'intégralité de la prime d'émission.

Les actionnaires ont, à toute époque, la faculté de se libérer par anticipation mais ils ne peuvent prétendre, à raison des versements par eux faits avant la date fixée pour les appels de fonds, à aucun intérêt ou premier dividende.

Les titulaires d'actions non libérées, les cessionnaires précédents et les souscripteurs sont solidairement tenus de la libération du montant desdites actions ; toutefois, le souscripteur ou l'actionnaire qui cède ses titres cesse, deux ans après la date de l'envoi de la réquisition de transfert, d'être responsable des versements non encore appelés.

3) - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le conseil d'administration, les sommes exigibles sont, dès lors, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice, productives jour par jour d'un intérêt calculé au taux des avances sur titres de la Banque de France.

En outre, la société peut faire procéder, même sur duplicata, à la vente des actions, un an au moins après l'envoi à l'actionnaire défaillant d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception le mettant en demeure d'effectuer le versement des sommes dues par lui en principal et intérêts.

10

La société peut, en outre, agir contre l'actionnaire défaillant, contre les cessionnaires précédents et les souscripteurs, soit avant, soit après la vente, soit en même temps, pour obtenir tant la somme due que le remboursement des frais exposés.

Celui qui a désintéressé la société dispose d'un recours pour le tout contre les titulaires successifs de l'action : la charge définitive de la dette incombe au dernier d'entre eux.

Le produit net de la vente revient à la société à due concurrence et s'impute sur ce qui est dû en principal et intérêts par l'actionnaire défaillant et ensuite sur le remboursement des frais exposés par la société pour parvenir à la vente. L'actionnaire défaillant reste débiteur ou profite de la différence. L'inscription de l'actionnaire défaillant est rayée de plein droit dans le registre des actions et les comptes des titres nominatifs. L'acquéreur est inscrit et de nouveaux certificats indiquant la libération des versements appelés et portant la mention "duplicatum" sont délivrés.

4) - Trente jours après la mise en demeure visée au paragraphe 3 ci-dessus, les actions, sur le montant desquelles les versements exigibles n'ont pas été effectués, cessent de donner droit à l'admission et au vote dans les assemblées d'actionnaires et sont déduites pour le calcul du quorum.

Le droit au dividende et le droit préférentiel de souscription aux augmentations du capital attachés à ces actions sont suspendus.

Après paiement des sommes dues en principal et intérêts, l'actionnaire peut demander le versement des dividendes non prescrits. Il ne peut exercer une action du chef du droit préférentiel de souscription à une augmentation du capital, après l'expiration du délai fixé pour l'exercice de ce droit.

ARTICLE 12 - FORME DES ACTIONS

Les actions même entièrement libérées sont obligatoirement nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Tout actionnaire peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 13 - TRANSMISSION DES ACTIONS ET DES DROITS DE SOUSCRIPTION OU D'ATTRIBUTION

A - Formalités du transfert

1) - Les actions étant toutes nominatives, leur transmission ne peut s'opérer à l'égard des tiers et de la société que par un virement de compte à compte sur instructions signées du Cédant ou de son représentant qualifié.

L'ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire est établi et présenté dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur. L'acceptation du cessionnaire n'est exigée que pour les transferts d'actions non entièrement libérées. Seules les actions libérées des versements exigibles peuvent être admises au transfert.



Les frais de transfert, s'il en existe, sont à la charge des cessionnaires.

2) - Les actions sont négociables dès leur émission, c'est-à-dire dès l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés ou en cas d'augmentation de capital, dès que cette dernière est devenue définitive.

B - Contrôle de la transmission des actions

1) - En cas de succession ou de liquidation de communauté de biens entre époux, les mutations d'actions s'effectuent librement.

La cession d'action ou de droits sur les actions à un tiers non associé à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, qu'elle soit volontaire ou forcée, alors même qu'elles ne porteraient que sur la nue-propriété ou l'usufruit, doivent, pour devenir définitives, être autorisées par le conseil d'administration.

2) - La demande d'agrément qui doit être notifiée à la société indique d'une manière complète l'identité du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert s'il s'agit d'une cession à titre onéreux.

Le conseil doit notifier son agrément ou son refus avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la demande.

Le défaut de réponse dans ce délai équivaut à une notification d'agrément.

En aucun cas, le conseil n'est tenu de faire connaître les motifs de son agrément ou de son refus.

Si l'agrément est donné, le transfert est effectué dans les dix jours de la réception de la demande de transfert ou du certificat de propriété, et éventuellement des acceptations de transfert si les actions ne sont pas entièrement libérées ainsi que toutes pièces ou justifications requises par les dispositions en vigueur.

La société peut, au plus tôt dans la notification d'agrément, mettre le demandeur et le cessionnaire en demeure de déposer ou de compléter le dossier de réquisition de transfert. Un mois après cette mise en demeure restée sans effet, le projet de transfert est réputé abandonné et ses bénéficiaires doivent éventuellement solliciter un nouvel agrément.

3) - Si l'agrément est refusé, le conseil d'administration doit, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, faire acquérir la totalité des actions faisant l'objet de la demande par une ou plusieurs personnes, actionnaires ou non, choisies librement par lui.

Le transfert au nom des acquéreurs ainsi désignés est régularisé d'office par le Président ou par un délégué du conseil sur sa seule signature. Avis en est donné à l'ancien titulaire des titres avec indication de l'identité des acheteurs substitués et du nombre d'actions achetées par chacun d'eux.

4) - A défaut d'accord, le prix des actions préemptées est déterminé par un expert désigné parmi ceux inscrits sur les listes des cours et tribunaux, soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du siège social statuant en la forme des référés et sans recours possible.

Nonobstant l'expertise, la procédure de préemption est poursuivie à la diligence du conseil. Le délai imparti à l'expert pour l'exécution de sa mission est

76

déterminé d'un commun accord entre lui et les parties ou fixé par l'ordonnance du Président du Tribunal en cas de nomination judiciaire.

5) - A défaut d'accord contraire, le prix des actions préemptées est payable comptant.

6) - Avec le consentement du cédant et de son accord sur le prix, le conseil peut également, dans le même délai de trois mois à compter de la notification de son refus d'agrément, faire acheter les actions par la société elle-même, si la réduction nécessaire du capital pour l'annulation desdites actions est autorisée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

7) - Si, à l'expiration du délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, l'achat de la totalité des actions sur lesquelles portait la demande du cédant n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné et le transfert doit être effectué dans les conditions prévues au paragraphe 2, alinéas 5 et 6, ci-dessus, au profit du cessionnaire initialement présenté dans la demande d'agrément.

En cas de demandes d'agrément simultanées émanant de plusieurs cédants au profit d'un même cessionnaire ou d'un seul cédant au profit de plusieurs cessionnaires, la préemption doit porter sur la totalité des actions faisant l'objet de ces demandes.

Le délai visé au premier alinéa du présent paragraphe peut être prolongé à la demande de la société, par ordonnance non susceptible de recours du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

C - Nantissement agréé

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement d'actions dans les conditions prévues à la section B, paragraphe 2, ci-dessus, ce consentement apportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1^{er} du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les actions en vue de réduire son capital.

D - Contrôle de la transmission des droits de souscription

1) - En cas d'augmentation du capital par émission d'actions de numéraire, la transmission des droits de souscription est libre ou soumise à autorisation du conseil d'administration suivant les distinctions faites à la section B, paragraphe 1^{er}, ci-dessus, pour la transmission des actions elles-mêmes.

2) - Toute cession soumise à autorisation doit faire l'objet d'une demande d'agrément notifiée à la société avant l'expiration du délai réservé aux actionnaires pour l'exercice de leur droit préférentiel de souscription.

La demande d'agrément indique d'une manière complète l'identité du cessionnaire, le nombre de droits dont la cession est envisagée et le prix offert s'il s'agit d'une cession à titre onéreux. Elle est accompagnée du bulletin de souscription du cessionnaire.

Le conseil doit notifier son agrément ou son refus au souscripteur. Sa décision n'est pas motivée.

Si l'autorisation est donnée, le transfert des droits est immédiatement régularisé et la souscription définitive retenue par le conseil.

11

Si elle est refusée, le conseil d'administration doit faire acheter la totalité des droits en cause par un ou plusieurs actionnaires ou tiers librement choisis par lui et au profit desquels la cession est directement régularisée sur la seule signature du Président ou d'un délégué du conseil.

En cas de demandes simultanées de plusieurs cédants pour un même cessionnaire ou d'un seul cédant pour plusieurs cessionnaires, le conseil d'administration doit faire acheter la totalité des droits faisant l'objet de ces demandes.

La souscription à titre réductible des acheteurs désignés par le conseil ne peut excéder celle du cessionnaire évincé.

3) - Le conseil d'administration exerce le droit d'agrément et fait procéder éventuellement à l'achat des droits dans les meilleurs délais pour réaliser l'augmentation de capital en cours et au plus tard avant l'expiration des délais fixés à la section B, dont l'inobservation produirait, le cas échéant, les mêmes effets.

Si le conseil procède à l'obtention du certificat du dépositaire des fonds avant la notification de l'agrément ou de son refus ou avant l'achat des droits au souscripteur non agréé, sa décision équivaut à un agrément.

4) - Nonobstant l'existence du droit d'agrément, l'engagement du souscripteur qui y est soumis est irrévocable de sa part et la remise de son bulletin de souscription doit s'accompagner du versement de la somme exigible pour la libération des titres et, le cas échéant, du montant de la prime.

Le souscripteur non agréé après achat des droits en cause est remboursé des sommes versées par lui à la société et de la valeur des droits déterminés, à défaut d'accord, conformément aux dispositions du paragraphe B, 4.

E - Contrôle de la transmission des droits d'attribution

1) - La transmission des droits d'attribution d'actions gratuites est libre ou soumise à autorisation du conseil d'administration, suivant les distinctions faites à la section B ci-dessus pour la transmission des actions elles-mêmes.

2) - Toute cession soumise à autorisation doit faire l'objet d'une demande d'agrément notifiée à la société et indiquant d'une manière complète l'identité du cessionnaire, le nombre de droits dont la cession est envisagée et le prix offert s'il s'agit d'une cession à titre onéreux.

La procédure d'agrément et de préemption est identique à celle instituée pour les actions elles-mêmes à la section B, à l'exclusion des dispositions du paragraphe 6 de cette section.

F - Dispositions communes

Les notifications de demandes, réponses, avis et mises en demeure prévues aux sections B à E du présent article sont toutes faites par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Il est suffisamment justifié du nombre des administrateurs en exercice et de leur présence, par la production d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal.

~
81

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les co-propriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce, statuant en référé, à la demande du co-propriétaire le plus diligent.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, l'inscription sur les comptes d'actionnaires mentionne le nom de l'usufruitier et du ou des nu-propriétaires.

G - La location des actions est interdite.

ARTICLE 14 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1 - La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement adoptées par toutes les assemblées générales. Les héritiers, ayants-droit ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents sociaux, demander le partage ou la licitation de ces biens, ni s'immiscer, en aucune manière, dans l'administration de la Société.

2 - Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports ; sous réserve des dispositions de l'article 43, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements.

3 - Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social ainsi qu'il est stipulé sous les articles 51 et suivants des statuts.

TITRE III

TITRE IV

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 15 - CONSEIL D'ADMINISTRATION - COMPOSITION

1 - La société est administrée par un conseil de trois membres au moins et de vingt quatre au plus.

2 - Les administrateurs sont choisis parmi les personnes physiques ou morales actionnaires.

3 - Les administrateurs ne devront pas être âgés de plus de 70 ans.

Le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge limite fixé ci-avant ne pourra être supérieur au tiers des administrateurs en fonction.

4 - Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale ordinaire qui peut les révoquer dans tous les cas et à tout moment.

5 - Les personnes morales nommées administrateurs sont tenues de désigner un représentant permanent soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était administrateur en son nom propre.

~
19

Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de pourvoir en même temps à son remplacement. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

6 - Un salarié de la société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail correspond à un emploi effectif ; il ne perd pas le bénéfice de ce contrat de travail. En cas de fusion, le contrat de travail peut avoir été conclu avec l'une des sociétés absorbées.

Toute nomination intervenue en violation de ces dispositions est nulle, sans que cette nullité entraîne celle des délibérations auxquelles a pris part l'administrateur irrégulièrement nommé.

Le nombre des administrateurs lié à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

ARTICLE 16 - DUREE DES FONCTIONS

La durée des fonctions des administrateurs est de six années expirant à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Le mandat du représentant permanent désigné par une personne morale nommée administrateur lui est donné pour la durée du mandat de cette dernière.

Tout administrateur sortant est rééligible.

ARTICLE 17 - VACANCES - COOPTATIONS - RATIFICATION

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Les nominations provisoires effectuées par le conseil sont soumises à ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

A défaut de ratification des nominations provisoires, les délibérations prises par le conseil et les actes accomplis par lui depuis ces nominations n'en demeurent pas moins valables.

ARTICLE 18 - BUREAU DU CONSEIL

Le conseil élit parmi ses membres un Président pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Le Président est toujours rééligible.

Le conseil d'administration peut, à tout moment mettre fin à son mandat.

S'il le juge utile, le conseil peut nommer, en outre, un ou plusieurs vice-présidents, dont les fonctions consistent exclusivement, à présider les séances du conseil ou les assemblées en l'absence du Président. Ces derniers peuvent

11

être élus pour la durée de leur mandat d'administrateur ; ils peuvent toujours être réélus.

En l'absence du Président et des vice-présidents, le conseil désigne celui des administrateurs présents qui remplit les fonctions du Président.

Le conseil peut nommer, à chaque séance, un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

ARTICLE 19 - DELIBERATION DU CONSEIL - PROCES-VERBAUX

1 - Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Il est convoqué par le Président. Toutefois, des administrateurs constituant au moins le tiers des membres du conseil d'administration, peuvent, en indiquant l'ordre du jour de la séance, le convoquer s'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

Les réunions doivent se tenir au siège social ou en tout autre local ou localité indiqué lors de la convocation.

Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

En cas de partage des voix, la voix du Président de séance est prépondérante.

2 - Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social.

Le procès-verbal de la séance est signé par le Président de séance et un administrateur au moins. En cas d'empêchement du Président de séance, il est signé par deux administrateurs au moins.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par l'une des personnes investies de la direction générale ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet. Au cours de la liquidation de la société, ces copies ou extraits sont valablement certifiés par un seul liquidateur.

Il est suffisamment justifié du nombre des administrateurs en exercice et de leur présence, par la production d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal.

ARTICLE 20 - POUVOIRS DU CONSEIL

1 - Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société ; il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

2 - Le conseil dispose seul des pouvoirs suivants :

a) - Il autorise les conventions visées à l'article 24.

41

b) - Il donne la caution simple ou solidaire de la société pour assurer le paiement de dettes contractées par des tiers et avaliser tous effets de commerce ou garantit l'exécution de toutes conventions passées avec des tiers ainsi que de tous engagements contractés par ceux-ci.

c) - Il arrête l'inventaire annuel, le bilan et les comptes et établit tous documents qui doivent être soumis à l'assemblée générale des actionnaires. Il convoque toutes assemblées générales des actionnaires, fixe leur ordre du jour et exécute leurs décisions.

d) - Il a seul qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations. Il peut déléguer à l'un ou plusieurs de ses membres, au Directeur Général ou, en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, les pouvoirs nécessaires pour réaliser dans un délai d'un an l'émission d'obligations et en arrêter les modalités.

Les personnes désignées rendent compte au Conseil d'administration dans les conditions prévues par ce dernier

Le conseil d'administration peut décider la création de comités consultatifs.

ARTICLE 21 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS

1) Modalités d'exercice

Conformément à l'article L 225-51-1 du Code de commerce, la Direction générale de la Société est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration et qui prend le titre de Directeur Général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le Conseil d'administration.

La délibération du Conseil relative au choix de la modalité d'exercice de la Direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés. Le choix du Conseil d'administration est porté à la connaissance des actionnaires et des tiers dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

L'option retenue par le Conseil d'administration reste valable jusqu'à l'expiration du premier des mandats des dirigeants.

A l'expiration de ce délai, le Conseil d'administration doit à nouveau délibérer sur les modalités d'exercice de la Direction générale.

Le changement de la modalité d'exercice de la Direction générale n'entraîne pas une modification des statuts.

2) Direction générale

En fonction de la modalité d'exercice retenue par le Conseil d'administration, le Président ou le Directeur Général assure sous sa responsabilité la Direction générale de la Société.

Le Directeur Général est nommé par le Conseil d'administration qui fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs.

10

Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur Général doit être âgé de moins de 65 ans.

Lorsqu'en cours de mandat, cette limite d'âge aura été atteinte, le Directeur Général est réputé démissionnaire d'office et il est procédé à la désignation d'un nouveau Directeur Général.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration. La révocation du Directeur Général non Président peut donner lieu à des dommages-intérêts si elle est décidée sans juste motif.

3) Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social, et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et au Conseil d'administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

En ce qui concerne les cautions, avals et garanties donnés par la Société, le Président peut être autorisé par le conseil d'administration à les consentir pendant une période d'un an au maximum et dans la limite d'un montant total fixé par la décision l'y autorisant.

Le Président peut déléguer le pouvoir qu'il a reçu en application des alinéas précédents. Il peut également constituer des mandataires spéciaux, pour un ou plusieurs objets déterminés.

4) Directeurs Généraux Délégués

Sur proposition du Directeur Général, que cette fonction soit assumée par le Président du Conseil d'Administration ou par une autre personne, le Conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général avec le titre de Directeurs Généraux Délégués.

Le nombre maximum de Directeurs Généraux Délégués est fixé à 5.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs accordés aux Directeurs Généraux Délégués et fixe leur rémunération.

A l'égard des tiers, le Directeur Général Délégué ou les Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur Général. En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement du Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil d'administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau Directeur Général.

Les Directeurs Généraux Délégués sont révocables, sur proposition du Directeur Général, à tout moment. La révocation des Directeurs Généraux Délégués peut donner lieu à des dommages-intérêts si elle est décidée sans juste motif.

97

ARTICLE 22 - SIGNATURE SOCIALE

Les actes concernant la société, ainsi que les retraits de fonds et valeurs, les mandats sur tous banquiers, débiteurs et dépositaires, et les souscriptions, endos, acceptations, avals ou acquits d'effets de commerce sont signés, soit par l'une des personnes investies de la direction générale en vertu des dispositions de l'article 21, soit encore par tous fondés de pouvoirs habilités à cet effet. Les actes décidés par le conseil peuvent être également signés par un mandataire spécial du conseil.

ARTICLE 23 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS

L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle à titre de jetons de présence. Le montant de celle-ci est porté aux charges d'exploitation et demeure maintenu jusqu'à décision contraire.

Le conseil d'administration répartit librement entre ses membres les sommes globales allouées aux administrateurs sous forme de jetons de présence.

Il autorise le remboursement des frais de voyage et de déplacement et des dépenses engagées par les administrateurs dans l'intérêt de la société.

ARTICLE 24 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR

1 - Toute convention intervenant directement ou indirectement ou par personne interposée entre la Société et son Directeur Général, l'un de ses Directeurs Généraux Délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % (C. com. art L 225-38) ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées ci-dessus est indirectement intéressée.

Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'administration, les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, Gérant, administrateur, membre du Conseil de surveillance ou de façon générale dirigeant de cette entreprise.

Ces conventions doivent être autorisées et approuvées dans les conditions de l'article L 225-40 du Code de commerce.

2 - Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à la procédure d'autorisation et d'approbation prévue aux articles L 225-38 et suivants du Code de commerce. Cependant ces conventions doivent être communiquées par l'intéressé au Président du Conseil d'Administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le Président du Conseil d'Administration aux membres du Conseil d'administration et aux Commissaires aux comptes.

3- A peine de nullité du contrat, il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des

P 8

emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux directeurs généraux et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent paragraphe ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 25 - RESPONSABILITE DES ADMINISTRATEURS

Sans préjudice de la responsabilité particulière pouvant découler de l'admission aux procédures collectives d'apurement du passif de la société, les administrateurs sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés anonymes, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

TITRE V

CONTROLE

ARTICLE 26 - NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

1 - Le contrôle est exercé par un commissaire aux comptes au moins. Ce commissaire est nommé par l'assemblée générale ordinaire.

L'assemblée générale ordinaire désigne également un ou plusieurs commissaires suppléants.

2 - Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices.

Les commissaires sont toujours rééligibles.

3 - Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins le dixième du capital social, peuvent demander au Président du Tribunal de Commerce statuant en référé de récuser un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés par l'assemblée générale et d'en désigner un ou plusieurs autres qui exerceront leurs fonctions en leur lieu et place. La demande motivée doit être présentée dans le délai de trente jours à compter de la désignation contestée. S'il y est fait droit, les commissaires aux comptes ainsi désignés ne pourront être révoqués avant l'expiration normale de leurs fonctions que par décision de justice.

ARTICLE 27 - ATTRIBUTIONS

POUVOIRS ET RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES

1 - En dehors des missions spéciales que leur confère la loi et qui sont prévues aux présents statuts, les commissaires aux comptes certifient la régularité et la sincérité des comptes annuels.

2 - Les commissaires sont convoqués par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et, en même temps que les intéressés, à la réunion du conseil d'administration qui arrête les comptes de l'exercice écoulé, ainsi qu'à toutes assemblées d'actionnaires.

66

Ils signalent éventuellement, à la plus prochaine assemblée générale, les irrégularités et inexactitudes relevées au cours de l'accomplissement de leur mission.

Les commissaires établissent toujours un rapport commun. En cas de désaccord entre eux, le rapport indique les différentes opinions exprimées.

ARTICLE 28 - REMUNERATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les commissaires ont droit, pour chaque exercice, à des honoraires dont le montant, porté dans les frais généraux, est fixé conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 29 - EXPERTISE JUDICIAIRE

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins le dixième du capital social peuvent demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant en référé, le Président du conseil d'administration dûment appelé, la désignation d'un expert chargé de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

TITRE VI

ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

ARTICLE 30 - NATURE DES ASSEMBLEES

Les assemblées d'actionnaires sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires, d'extraordinaires à caractère constitutif ou d'assemblées spéciales.

Les assemblées extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser toutes augmentations ou réductions du capital actuel, et plus généralement, à délibérer sur toutes modifications des statuts.

Les assemblées extraordinaires à caractère constitutif sont celles appelées à vérifier des apports en nature ou des avantages particuliers.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur une modification des droits des actions de cette catégorie.

Toutes les autres assemblées sont des assemblées ordinaires.

DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES ASSEMBLEES

ARTICLE 31 - ORGANE DE CONVOCATION - LIEU DE REUNION

1 - Les assemblées d'actionnaires sont convoquées par le conseil d'administration.

A défaut, elles peuvent être également convoquées :

- par les commissaires aux comptes ;

- par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'actionnaires représentant au moins le dixième du capital social ou, s'il s'agit de la convocation d'une assemblée spéciale, le dixième des actions de la catégorie intéressée ;

- par les liquidateurs, après la dissolution de la société.

2 - Les assemblées d'actionnaires sont réunies, au siège social, ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

ARTICLE 32- FORMES ET DELAIS DE CONVOCATION

1o/ - Les assemblées sont convoquées par un avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Toutefois, si toutes les actions de la société sont nominatives, l'insertion prévue ci-dessus peut être remplacée par une lettre simple adressée à chaque actionnaire aux frais de la société.

2o/ - Les Assemblées d'actionnaires se tiennent dans tout lieu indiqué dans l'avis de convocation.

3o/ - L'avis de convocation indique les jour, heure et lieu de l'assemblée ainsi que sa nature et son ordre du jour.

L'objet des questions inscrites à l'ordre du jour doit être indiqué avec clarté et précision.

4o/ - Lorsqu'une assemblée n'a pu délibérer régulièrement, faute du quorum requis, la deuxième assemblée est convoquée dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de celle-ci.

5o/ - Le délai entre la date, soit de l'insertion contenant l'avis de convocation, soit de l'envoi des lettres de convocation, et la date de l'assemblée est de quinze jours sur première convocation et de six jours sur convocation suivante.

6o/ - Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les actionnaires étaient présents ou représentés.

ARTICLE 33- ORDRE DU JOUR

1 - L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

2 - Un ou plusieurs actionnaires, représentant la quote part du capitals prévue par la Loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée.

3 - L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation.

Elle peut, toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

~
9/6

ARTICLE 34 - ADMISSION AUX ASSEMBLEES - DEPOT DES TITRES

1 - Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, dès lors que ses titres nominatifs sont libérés des versements exigibles, compte tenu des conditions prévues par les dispositions en vigueur, et immatriculés à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion. Il est alors admis sur simple justification de son identité.

2 - Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés à l'assemblée générale par l'un d'eux ou par un mandataire unique qui est désigné, en cas de désaccord, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

3 - Tout actionnaire propriétaire d'actions d'une catégorie déterminée peut participer aux assemblées spéciales des actionnaires de cette catégorie, dans les conditions visées ci-dessus.

4 - Le créancier gagiste dépose, à la demande de son débiteur et pour permettre à ce dernier d'assister à l'assemblée, les actions qu'il détient en gage, dans les conditions prévues au paragraphe 1er ci-dessus ; ce dépôt est effectué aux frais du débiteur.

ARTICLE 35- REPRESENTATION DES ACTIONNAIRES

1) - Tout actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint.

2) - Tout actionnaire peut recevoir les pouvoirs émis par d'autres actionnaires en vue d'être représenté à une assemblée; le mandat indique les nom, prénom usuel et domicile du signataire. Il vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

3) - A compter de la convocation de l'assemblée et jusqu'au cinquième jour inclusivement avant la réunion, tout actionnaire remplissant les conditions visées au paragraphe 1^{er} de l'article 34 peut demander à la société de lui envoyer, à l'adresse indiquée, une formule de procuration. La société est tenue de procéder à cet envoi avant la réunion et à ses frais.

ARTICLE 36 - TENUE DE L'ASSEMBLEE - BUREAU

L'assemblée est présidée par le Président du Conseil d'administration ou en son absence par un Vice-Président ou par l'administrateur provisoirement délégué dans les fonctions de Président. A défaut, elle élit elle-même son Président.

En cas de convocation par les commissaires aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée.

Les deux membres de l'assemblée présents et acceptants qui disposent du plus grand nombre de voix remplissent les fonctions de scrutateurs.

Le bureau ainsi constitué désigne un secrétaire de séance qui peut être pris en dehors des membres de l'assemblée.

11

Une feuille de présence est émargée par les actionnaires présents ou leurs représentants et certifiée exacte par les membres du bureau. Elle est déposée au siège social et doit être communiquée à tout actionnaire le requérant.

Le bureau assure le fonctionnement de l'assemblée ; mais ses décisions peuvent, à la demande de tout membre de l'assemblée, être soumises au vote souverain de l'assemblée elle-même.

ARTICLE 37 - VOTE

1 - Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins.

2-a - Le mode de scrutin est déterminé par le bureau sous réserve de l'accord de l'assemblée, lequel accord doit recueillir la majorité requise pour le vote de la résolution en cause.

2-b - Le vote peut également s'effectuer par correspondance.

Dans le cas où un actionnaire demande à la société l'envoi d'un formulaire de vote par correspondance, cette demande devra être reçue dans les délais légaux.

De même, les votes par correspondances ne seront pris en compte que s'ils sont reçus par la société dans un délai de TROIS jours avant l'assemblée en cause.

3 - En cas de démembrement de la propriété d'actions, le droit de vote attaché aux titres dont la propriété est démembrée appartient au seul usufruitier, et ce, tant en assemblée générale ordinaire qu'en assemblée générale extraordinaire.

En outre, le nu-propiétaire doit être régulièrement convoqué à toutes les Assemblées Générales.

L'usufruitier, lorsqu'il est titulaire du droit de vote, ainsi que le nu-propiétaire en sa qualité d'actionnaire bénéficient du droit à l'information et du droit de communication des documents sociaux y compris à l'occasion des Assemblées Générales pour lesquelles le droit de vote est exercé par l'usufruitier.

Le nu-propiétaire peut émettre un avis consultatif sur les résolutions soumises au vote des usufruitiers et obtenir que soient consignés dans le procès-verbal ses observations éventuelles.

4 - Le titulaire du droit de vote d'actions remises en gage, exerce seul ce droit de vote.

5 - La société ne peut valablement voter avec les actions achetées par elle qui doivent être annulées par une réduction corrélative du capital.

6 - Sont en outre privées du droit de vote les actions non libérées des versements exigibles, les actions de l'apporteur en nature ou du bénéficiaire d'un avantage particulier dans les assemblées extraordinaires à caractère constitutif, les actions des souscripteurs éventuels dans les assemblées appelées à statuer sur la suppression du droit préférentiel de souscription.

96

ARTICLE 38 - EFFETS DES DELIBERATIONS

1 - L'assemblée générale oblige tous les actionnaires, mêmes les absents, dissidents ou incapables.

2 - Toutefois, dans le cas où des décisions de l'assemblée générale portent atteinte aux droits d'une catégorie d'actions, ces décisions ne deviennent définitives qu'après leur ratification par une assemblée spéciale des actionnaires dont les droits sont modifiés.

ARTICLE 39 - PROCES-VERBAUX

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau.

Un procès-verbal de carence est, si l'assemblée n'a pu délibérer valablement, certifié par le Président du conseil d'administration, par l'administrateur provisoirement délégué dans les fonctions de Président ou un administrateur exerçant les fonctions de Directeur Général. Il peut être également certifié par le secrétaire de l'assemblée.

Après la dissolution de la société et pendant sa liquidation, ces copies ou extraits sont valablement certifiés par un seul liquidateur.

**REGLES PROPRES AUX ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES
ANNUELLES****OU CONVOQUEES EXCEPTIONNELLEMENT****ARTICLE 40 - OBJET ET TENUE DES ASSEMBLEES ORDINAIRES**

1 - L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du conseil d'administration et qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

Elle a notamment pour objet d'examiner les comptes, de décider l'affectation des résultats, la répartition du dividende.

D'une manière générale, elle délibère sur toute proposition figurant à son ordre du jour et qui ne relève pas de la compétence d'une assemblée extraordinaire et elle détermine souverainement la conduite des affaires de la société.

2 - L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice, pour statuer sur toutes les questions relatives aux comptes de l'exercice ; ce délai peut être prolongé à la demande du conseil d'administration par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête.

Elle peut être réunie exceptionnellement pour l'examen de toute question de sa compétence.

ARTICLE 41 - QUORUM ET MAJORITE

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le cinquième des actions ayant droit de vote.

11

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance.

REGLES PROPRES AUX ASSEMBLEES AUTRES QUE LES ASSEMBLEES ORDINAIRES

ARTICLE 42 - OBJET ET TENUE DES ASSEMBLEES EXTRAORDINAIRES

1 - L'assemblée générale extraordinaire, sous réserve des dispositions de l'article 55, est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions.

Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué ou de l'existence de "rompus" en cas d'augmentation ou de réduction du capital.

Elle ne peut non plus changer la nationalité de la société, sauf si le pays d'accueil a conclu avec la France une convention spéciale permettant d'acquérir sa nationalité et de transférer le siège social sur son territoire et conservant à la société sa personnalité juridique.

2 - Par dérogation à la compétence exclusive de l'assemblée générale extraordinaire pour toutes modifications des statuts, les modifications aux clauses relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent, dans la mesure où ces modifications correspondent matériellement au résultat d'une augmentation, d'une réduction ou d'un amortissement du capital, peuvent être apportées par le conseil d'administration.

3 - L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires est seule compétente pour décider l'émission, le rachat et la conversion des actions de préférence au vu d'un rapport spécial des Commissaires aux comptes.

ARTICLE 43 - QUORUM ET MAJORITE

Sous réserve des dérogations prévues à l'article 9 pour certaines augmentations du capital et à l'article 55 pour les transformations, l'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote.

A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance.

Toutefois :

- les augmentations de capital par incorporation de réserves, bénéfiques et primes d'émission sont décidées aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires ;

- la transformation de la Société en Société en nom collectif et en Société par actions simplifiée, l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, ainsi que le changement de nationalité de la Société sont décidés à l'unanimité des actionnaires.

~
88

**ARTICLE 44 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE A CARACTERE
CONSTITUTIF**

QUORUM ET MAJORITE

Dans les assemblées générales extraordinaires à caractère constitutif, les quorum et majorité prévus à l'article 44 ci-dessus ne sont calculés qu'après déduction des actions appartenant à l'apporteur en nature ou au bénéficiaire de l'avantage particulier, qui n'ont voix délibérative ni pour eux-mêmes, ni comme mandataires.

TITRE VII

DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES ET DES TIERS

ARTICLE 45 - DROIT DE COMMUNICATION TEMPORAIRE

A - Communication au siège social

1 - Tout actionnaire a le droit, à compter de la convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle et, au moins, pendant le délai de quinze jours qui précède la réunion, de prendre, au siège social ou au lieu de la direction administrative, connaissance des documents et renseignements prévus par l'article L.225-115 du nouveau code de commerce.

Le droit de prendre connaissance des rapports des commissaires aux comptes ne s'exerce que pendant les quinze jours qui précèdent l'assemblée.

2 - L'actionnaire a pareillement le droit, à compter de la convocation de l'assemblée générale extraordinaire ou de l'assemblée spéciale, et pendant le même délai et aux mêmes lieux, de prendre connaissance du texte des résolutions présentées, du rapport du conseil d'administration ainsi que, le cas échéant, du rapport des commissaires aux comptes et du projet de fusion ou de scission.

3 - Pendant le délai de quinze jours qui précède la réunion de toute assemblée générale, l'actionnaire a également le droit de prendre, aux mêmes lieux, connaissance ou copie de la liste des actionnaires, laquelle est arrêtée à cet effet par la société le seizième jour qui précède la réunion de l'assemblée.

B - Envoi de documents et renseignements

A compter de la convocation de toute assemblée et jusqu'au cinquième jour inclusivement avant la réunion, tout actionnaire remplissant les conditions visées au paragraphe 1er de l'article 34 peut demander à la société de lui envoyer à l'adresse indiquée les documents visés ci-dessus au paragraphe A 1 ci-dessus et correspondant à la nature et à l'objet de l'assemblée, à l'exclusion de l'inventaire.

ARTICLE 46 - DROIT DE COMMUNICATION PERMANENT

Tout actionnaire a le droit, à toute époque, d'obtenir communication des documents sociaux visés à l'article 45 A, paragraphe 1^{er} et concernant les trois derniers exercices, ainsi que des procès-verbaux et feuilles de présence des assemblées tenues au cours de ces trois derniers exercices.

ARTICLE 47 - EXERCICE DU DROIT DE COMMUNICATION

1 - Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

2 - Le droit à communication des documents visés aux articles 45 A et 48 appartient également à chaque copropriétaire d'actions indivises, au nropriétaire et à l'usufruitier d'actions.

3 - Si la société refuse, en totalité ou en partie, la communication des documents, le Président du Tribunal de Commerce, statuant en référé, pourra ordonner à la société, sous astreinte, de communiquer les documents aux actionnaires dans les conditions visées aux articles 45 A et 48.

4 - Tout actionnaire peut, dans l'exercice de son droit de communication, se faire assister d'un expert inscrit sur l'une des listes établies par les cours et tribunaux.

5 - Le droit de communication permanent peut être exercé par un mandataire.

ARTICLE 48 - DROIT DE COMMUNICATION DES TIERS

Toute personne a le droit, à toute époque et à ses frais, d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande.

La société doit annexer à ce document la liste, comportant leurs nom, prénom et domicile, des administrateurs, ainsi que des commissaires aux comptes en exercice.

TITRE VIII**ANNEE SOCIALE - INVENTAIRE****AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES****ARTICLE 49 - ANNEE SOCIALE**

L'année sociale est définie à l'article 5, paragraphe 2.

ARTICLE 50 - COMPTES SOCIAUX

L'inventaire de la situation active et passive de la société, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont arrêtés, chaque année, par le conseil d'administration, à la clôture de l'exercice.

Même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices, il est procédé aux amortissements et provisions nécessaires pour que le bilan soit sincère.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan.

ARTICLE 51 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

1 - Les produits nets de l'exercice constatés par l'inventaire annuel, après déduction des frais généraux et des autres charges sociales, de tous

✓
P8

amortissements de l'actif et de toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent des bénéfices.

2 - Sur ces bénéfices, diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours, lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

3 - Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

4 - Sur le bénéfice distribuable, l'assemblée ordinaire; sur la proposition du conseil d'administration, a le droit de prélever toutes sommes qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être affectées à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux. Ce ou ces fonds de réserve peuvent recevoir toutes affectations décidées par l'assemblée, sur proposition du conseil d'administration.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre les actionnaires.

ARTICLE 52 - PAIEMENT DES DIVIDENDES

Le paiement des dividendes se fait annuellement à l'époque et aux lieux fixés par l'assemblée générale ou, à défaut, par le conseil d'administration, et au plus tard dans le délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice social, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Les dividendes régulièrement perçus ne peuvent être l'objet de répétition. Ceux non touchés dans les cinq ans de la date de mise en paiement sont prescrits au profit de l'Etat.

TITRE IX

FILIALES ET PARTICIPATIONS

ARTICLE 53 - RENSEIGNEMENTS SUR LES FILIALES ET PARTICIPATIONS

INTERDICTION DES PARTICIPATIONS CROISEES

1 - Toute participation de plus de dix pour cent de la société dans le capital d'une autre société et toute participation, supérieure à cinquante pour cent, de la société dans le capital d'une autre société -considérée alors comme sa filiale- donnent lieu à application des prescriptions légales et réglementaires visant respectivement chacune de ces situations, pour l'information des actionnaires et la présentation des comptes.

2 - La société ne peut posséder d'actions d'une autre société, si celle-ci détient une fraction de son capital supérieure à dix pour cent.

TITRE X

~
98

TRANSFORMATION - PROROGATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION**FUSION - SCISSION****ARTICLE 54 - TRANSFORMATION**

1 - La société peut se transformer en société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires le bilan de ses deux premiers exercices.

2 - Sauf en cas de transformation en Société en Nom Collectif, la décision de transformation est prise sur le rapport des commissaires aux comptes de la société attestant que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

3 - La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés, sans que soient exigées les conditions prévues au paragraphes 1 et 2, alinéa 1^{er} ci-dessus.

4 - La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts avec l'accord de tous les associés qui acceptent d'être associés commandités.

5 - La transformation en société à responsabilité limitée est décidée, dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

6 - La transformation est soumise à l'approbation des Assemblées d'obligataires s'il en existe.

ARTICLE 55 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le conseil d'administration doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

ARTICLE 56 - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION

1 - Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire, à l'effet de décider, s'il y a lieu, à dissolution anticipée de la société.

La décision de l'assemblée est publiée.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

2 - La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision de l'assemblée extraordinaire des actionnaires.

~
18

3 - Elle doit être publiée au Registre du Commerce et des Sociétés dans tous les cas.

ARTICLE 57 - LIQUIDATION

1 - Ouverture de la liquidation : A l'expiration de la société ou la dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la société est aussitôt en liquidation et sa dénomination sociale est dès lors suivie de la mention "société en liquidation".

2 - Désignation des liquidateurs : La dissolution met fin aux mandats des administrateurs ainsi qu'au mandat des commissaires aux comptes. Les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire, nomment, parmi eux ou en dehors d'eux, un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et fixent la rémunération. Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination. Leur mandat leur est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

3 - Pouvoirs du ou des liquidateurs : Le conseil d'administration doit remettre ses comptes aux liquidateurs avec toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une assemblée générale ordinaire des actionnaires. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs, qui ont à cet effet, les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

4 - Obligations du ou des liquidateurs : Pendant toute la durée de la liquidation, les liquidateurs doivent réunir les actionnaires chaque année en assemblée ordinaire, dans les délais, formes et conditions prévus par les articles 35 et 41. Ils réunissent, en outre, les actionnaires en assemblée ordinaire ou extraordinaire chaque fois qu'il le jugent utile ou nécessaire.

5 - Droit de communication des actionnaires : Pendant la liquidation, les actionnaires peuvent prendre communication des documents sociaux, dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

6 - Clôture de la liquidation. Partage : En fin de liquidation, les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire statuent sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat. Ils constatent dans les mêmes conditions la clôture de la liquidation. L'avis de clôture de la liquidation est publié conformément aux dispositions en vigueur. L'actif net, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre toutes les actions.

ARTICLE 58 - FUSION ET SCISSION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut accepter l'apport effectué à la société par une ou plusieurs autres sociétés, à titre de fusion ou de scission. Elle peut, pareillement, et même au cours de la liquidation de la société, décider de son absorption par fusion, scission ou fusion-scission.

11

TITRE XICONTESTATIONSARTICLE 59 - CONTESTATIONS

En cours de vie sociale comme pendant la liquidation, toutes contestations, soit entre les actionnaires, les administrateurs et la société, soit entre les actionnaires eux mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction compétente du lieu du siège social.

A cet effet, tout actionnaire fait élection de domicile dans le ressort du siège social, et toutes assignations ou significations sont valablement faites au domicile élu. A défaut d'élection de domicile, toutes notifications sont valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du siège social.

Fait en QUATRE exemplaires

A *SSHC*

L'an *2008*

Et le *27 mars*

